# PRÉAVIS NO 09/2026

du 10 novembre 2026

CONCERNANT

# LA FIXATION DES PLAFONDS D'ENDETTEMENT ET DE CAUTIONNEMENTS POUR LA LÉGISLATURE 2026/2031

# &

# L'AUTORISATION GÉNÉRALE POUR LA RECONDUCTION DES EMPRUNTS POUR LA LÉGISLATURE 2026/2031

## LA MUNICIPALITÉ DE PUIDOUX AU CONSEIL COMMUNAL

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères,
Messieurs les Conseillers,

## FIXATION DES PLAFONDS D'ENDETTEMENT ET DE CAUTIONNEMENTS

### Préambule

L'article 143 de la Loi sur les communes, qui définit la pratique en matière d'emprunt et de cautionnement, a la teneur suivante :

Art. 143 Emprunts

1. Au début de chaque législature, les communes déterminent dans le cadre de la politique des emprunts un plafond d'endettement. Elles en informent le département en charge des relations avec les communes qui en prend acte.
2. Lorsque le plafond d'endettement est modifié en cours de législature, il fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat qui examine la situation financière de la commune.
3. Une décision d'interdiction d'augmenter le plafond d'endettement peut être prise par le Conseil d'Etat dans le cas où la nouvelle limite de plafond met en péril l'équilibre financier de la commune.
4. Le Conseil d'Etat fixe par règlement les modalités d'examen de la situation financière des communes.

5. Les cautionnements ou autres formes de garanties sont soumis aux mêmes règles d'application que les emprunts.

Ces deux plafonds, endettement et cautionnements doivent être approuvés par le législatif communal dans le courant des six premiers mois de chaque législature, puis communiqués à l'Etat de Vaud.

Art. 22a Réactualisation du plafond d'endettement

Toute demande de modification du plafond d'endettement d'une commune fait l'objet d'un examen approfondi de la situation financière de cette dernière par le Conseil d'Etat.
Dans son examen, celui-ci se fonde sur :

- Le budget et les comptes annuels de la commune concernée
- Une planification financière

La situation de la commune est analysée sur la base d'indicateurs et de ratios de gestion d'analyse financière validés par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.

**Détermination du plafond d'endettement 2026/2031**

A la date du 30 juin 2026, le montant des emprunts s'élèvait à **CHF 26'315'750**

Afin de déterminer le plafond d'endettement pour la législature 2026/2031, la Municipalité s'est fondée sur une planification financière prévisionnelle.

Cette analyse repose principalement sur deux éléments : d'une part, le catalogue des investissements 2026/2031 établi par la Municipalité et, d'autre part, un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution du compte de fonctionnement, permettant d'estimer la marge d'autofinancement prévisionnelle pour chacune des années de la législature.

La différence entre les investissements projetés et la marge d'autofinancement attendue permet ainsi d'évaluer les besoins de financement annuels et, par conséquent, l'évolution prévisible de l'endettement communal sur l'ensemble de la législature. Cette projection constitue la base sur laquelle la Municipalité s'appuie pour proposer le plafond d'endettement.

Il convient toutefois de souligner que cette planification financière constitue une projection de l'évolution prévisible de l'endettement communal pour les années à venir et qu'elle repose nécessairement sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne l'évolution du compte de fonctionnement.

À cet égard, anticiper sur une période de cinq ans l'évolution de la participation communale aux charges cantonales, notamment en matière de cohésion sociale et de péréquation financière, ainsi qu'aux charges intercommunales, représente un exercice particulièrement complexe, tant les paramètres et les incertitudes sont nombreux.

Consciente de ces limites, la Municipalité s'est néanmoins attachée à établir une planification aussi réaliste et cohérente que possible, en s'appuyant sur les informations disponibles à ce jour et sur des hypothèses qu'elle estime raisonnables et plausibles.

Il convient dès lors de considérer les résultats de cette planification comme des estimations prévisionnelles et non comme des valeurs définitives, celles-ci étant susceptibles d'évoluer en fonction des circonstances et des décisions qui interviendront au cours de la législature.

Sur la base de cette projection financière et au regard du catalogue des investissements, dont le montant net est estimé à CHF 22 millions pour les 5 ans à venir, la Commune pourrait être amenée à se rapprocher de son plafond d'endettement actuel. En effet, en tenant compte de l'endettement existant, des dépenses nettes d'investissement projetées et de la marge d'autofinancement prévisionnelle, l'endettement maximal de la Commune pourrait atteindre CHF 39,9 millions au cours de la législature 2026/2031, soit un montant très proche du plafond actuel de CHF 40 millions.

Dans ce contexte, la Municipalité souhaiterait toutefois pouvoir conserver une certaine marge de manœuvre afin de pouvoir faire face à d'éventuels besoins d'investissement qui, bien que non identifiables à ce jour, pourraient se révéler nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des services communaux et accompagner le développement de la Commune.

Afin de disposer de cette réserve de capacité financière et d'assurer une gestion prévoyante des finances communales durant la prochaine législature, la Municipalité propose dès lors de relever le plafond d'endettement de **CHF 5'000'000**, le faisant passer de CHF 40'000'000 à **CHF 45'000'000 pour la législature 2026–2031**.

La Municipalité entend toutefois maintenir une gestion rigoureuse et prudente des finances communales, en restant particulièrement attentive à l'évolution de la situation financière, au rythme de réalisation des investissements ainsi qu'à la capacité d'autofinancement de la Commune. À cet effet, la planification financière fera l'objet d'une réévaluation annuelle, permettant d'adapter, si nécessaire, le calendrier de réalisation de certains investissements afin de garantir le respect du plafond d'endettement fixé.

Il convient également de rappeler que, dans le cadre du plafond d'endettement, les emprunts contractés pour la réalisation de la salle de gymnastique du Forestay représentaient, au 30 juin 2026, un montant total de CHF 11'245'000. Bien que ces emprunts figurent intégralement dans l'endettement de la Commune de Puidoux, leur charge financière est répartie de la manière suivante :

- **20 % à la charge de la Commune de Puidoux**, soit CHF 2'249'000 ;
- **80 % à la charge de l'ASCL**, soit CHF 8'996'000.

Cette particularité mérite d'être soulignée dans l'appréciation de l'endettement communal, puisqu'une part importante des emprunts comptabilisés par la Commune est financièrement assumée par l'ASCL.

Enfin, il importe de préciser que la fixation du plafond d'endettement ne constitue en aucun cas une autorisation générale de contracter de nouveaux emprunts. Chaque nouvel emprunt envisagé au cours de la législature devra faire l'objet d'un préavis spécifique soumis à l'approbation du Conseil communal, conformément aux dispositions légales applicables.

### Fixation du plafond de risques pour cautionnements et autres formes de garanties

Conformément aux recommandations de l'Autorité cantonale de surveillance, le plafond des cautionnements et autres formes de garanties ne devrait, en principe, pas excéder 50 % du plafond d'endettement communal.

Sur la base de ces recommandations et dans un souci de prudence financière, la Municipalité propose de maintenir le plafond des cautionnements et autres formes de garanties à son niveau actuel, soit CHF 20'000'000, et ce malgré l'augmentation proposée du plafond d'endettement à CHF 45'000'000.

À ce jour, les engagements de la Commune en matière de cautionnements et de garanties sont les suivants :

- **Association scolaire Centre Lavaux (ASCL)** : un cautionnement d'un montant maximum de **CHF 11'500'000** accordé dans le cadre du financement de la construction du collège du Verney.
- **Piscine de Chexbres** : une garantie solidaire d'un montant maximal de **CHF 500'000**, accordée sur les emprunts contractés auprès d'établissements bancaires pour le financement de la piscine. *Cependant, une nouvelle convention est actuellement en cours d'établissement et le cautionnement de la Commune de Puidoux en faveur de la Piscine de Chexbres devrait tomber.*

Sur cette base, les engagements à prendre en considération, pour la législature 2026/2031, dans le suivi du plafond des cautionnements et autres formes de garanties se limiteraient au cautionnement de l'ASCL pour un montant de CHF 11'500'000.

Il convient de préciser que tout nouveau cautionnement ou toute nouvelle garantie envisagés au cours de la législature feront l'objet d'un préavis spécifique soumis à l'approbation du Conseil communal, conformément aux dispositions légales applicables.

### Conclusion

Sur la base des éléments présentés dans le présent préavis, la Municipalité propose au Conseil communal de fixer, pour la durée de la législature 2026/2031, les plafonds suivants :

- **Plafond d'endettement : CHF 45'000'000**
- **Plafond des cautionnements et autres formes de garanties : CHF 20'000'000**

## AUTORISATION GENERALE POUR LA RECONDUCTION DES EMPRUNTS ARRIVANT A ECHEANCE DURANT LA LEGISLATURE 2026/2031

Au cours de la législature, plusieurs emprunts contractés par la Commune arrivent régulièrement à échéance et nécessitent leur renouvellement. Dans ce cadre, la Municipalité sollicite différents établissements financiers reconnus afin d'obtenir les conditions de financement les plus avantageuses, tant en matière de taux d'intérêt que de durée, dans le but de préserver au mieux les intérêts financiers de la Commune.

Toutefois, certains établissements financiers exigent, lors de chaque renouvellement, une nouvelle autorisation du Conseil communal. Cette exigence peut considérablement compliquer les démarches administratives et financières, particulièrement lorsque l'échéance d'un emprunt ne coïncide pas avec le calendrier des séances du Conseil communal.

Afin de faciliter la gestion courante de la dette communale et de garantir la souplesse nécessaire au renouvellement des emprunts, tout en permettant à la Municipalité de saisir les opportunités offertes par les marchés financiers, il apparaît opportun de disposer d'une autorisation générale pour la durée de la législature.

Dès lors, conformément à l'article 4, chiffre 7, de la Loi sur les communes (LC) et à l'article 17, chiffre 7, du Règlement du Conseil communal (RCC), la Municipalité sollicite du Conseil communal une autorisation générale de renouveler les emprunts arrivant à échéance durant la législature 2026/2031, dans le respect du plafond d'endettement fixé.

Cette autorisation concernerait exclusivement la reconduction d'emprunts existants et ne constituerait pas une autorisation d'augmenter l'endettement communal au-delà du plafond approuvé.

## CONCLUSIONS

Au vu ce qui précède, la municipalité prie le conseil communal de prendre les décisions suivantes :

## LE CONSEIL COMMUNAL DE PUIDOUX

**Vu** le préavis no 09/2026 du 10 novembre 2026 relatif à la fixation des plafonds d'endettement et de cautionnements pour la législature 2026/2031 & à l'autorisation générale pour la reconduction des emprunts pour la législature 2026/2031;

**Ouï** le rapport de la Commission de gestion-finances ;

**Vu** que cet objet figure à l'ordre du jour ;

## DECIDE

*pour la durée de la législature du **1er juillet 2026 au 30 juin 2031***

1. **de fixer** le plafond d'endettement (brut) à **CHF 45'000'000**
2. **de fixer** le plafond de cautionnements à **CHF 20'000'000**
3. **de donner** une autorisation générale à la Municipalité pour la reconduction d'emprunts

## AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

**J.-F. Rolaz**

MUNICIPALITÉ DE PUIDOUX

La Secrétaire

**L. Waeber**

Municipal-délégué : M. Jean-François Rolaz, Syndic

Annexe : Catalogue des investissements pour la législature 2026/2031

Commune de Puidoux

# Municipalité

## Catalogue des investissements 2026/2031

*Annexe au préavis no 09/2026*
*du 10 novembre 2026*

### Investissements nets

| Objet | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | Total | Charges | | Revenus | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | montant | dès | montant | dès |
| **Domaines & Bâtiments** \| Maison de commune - Rénovation enveloppe du bâtiment | 800'000 | 800'000 | | | | | 1'600'000 | 53'500 | 2028 | | |
| **Sports** \| Refonte complète de la place des sports du Verney | 1'500'000 | 6'000'000 | | | | | 7'500'000 | 250'000 | 2028 | | |
| **Domaines & Bâtiments** \| Chapelle - Réfection de la toiture | | 60'000 | | | | | 60'000 | 2'000 | 2028 | | |
| **Police des constructions** \| Plan d'affectation communal (PACom) | | 50'000 | | | | | 50'000 | 5'000 | 2028 | | |
| **Service des eaux** \| Zone Industrielle - Remplacement des conduites, étapes 3, 4 et 5 | | 200'000 | 250'000 | | | | 450'000 | 7'500 | 2028 | | |
| **Service des eaux** \| Crochettaz - Transformation du coupe pression | | 85'000 | | | | | 85'000 | 4'500 | 2028 | | |
| **Service des routes** \| Remise en état de la Rte du Signal | | 300'000 | | | | | 300'000 | 10'000 | 2028 | | |
| **Service des routes** \| Remise en état des chemins agricoles AF 3ème étape | | 200'000 | 200'000 | 200'000 | 200'000 | 200'000 | 1'000'000 | 33'500 | 2028 | | |
| **Domaines & Bâtiments** \| Crochettaz - Rénovation complète de l'Auberge | | 750'000 | 750'000 | | | | 1'500'000 | 50'000 | 2029 | 55'000 | 2029 |
| **Service des routes** \| Remise en état du Ch. de Cremières | | 1'400'000 | 500'000 | | | | 1'900'000 | 63'500 | 2029 | | |
| **Domaines & Bâtiments** \| Puidoux-Village, création d'une place villageoise et place de jeux | | | 300'000 | | | | 300'000 | 10'000 | 2029 | | |
| **Ecoles** \| Collège de Grangeneuve - Remplacement de la chaudière | | | 100'000 | | | | 100'000 | 10'000 | 2029 | | |
| **Forêts** \| Remise en état des chemins forestiers | | | 200'000 | | | | 200'000 | 6'500 | 2029 | | |
| **Police des constructions** \| Etude paysagère habitats dispercés | | | 100'000 | | | | 100'000 | 10'000 | 2029 | | |
| **Service des eaux** \| Remplacement de diverses conduites | | | 100'000 | 100'000 | 150'000 | 150'000 | 500'000 | 8'500 | 2029 | | |
| **Service des routes** \| Réfection de la traversée du Treytorrens | | | 500'000 | | | | 500'000 | 16'500 | 2029 | | |
| **Service des routes** \| Remplacement de l'Unimog | | | 350'000 | | | | 350'000 | 35'000 | 2029 | | |
| **Domaines & Bâtiments** \| Chesau, habitation et buvette - Remplacement de la chaudière | | | | 100'000 | | | 100'000 | 10'000 | 2030 | | |
| **Domaines & Bâtiments** \| Hangar du Village - Transformation et rénovation | | | | 400'000 | | | 400'000 | 13'500 | 2030 | | |
| **Ecoles** \| Collège de Publoz - Remplacement de la chaudière | | | | 100'000 | | | 100'000 | 10'000 | 2030 | | |
| **Service des eaux** \| Murailles - Construction d'un réservoir | | | | 1'400'000 | | | 1'400'000 | 23'500 | 2030 | | |
| **Service des routes** \| Cremont - Transformation du carrefour (participation communale) | | | | 100'000 | | | 100'000 | 3'500 | 2030 | | |
| **Service des routes** \| Création du rond-point de l'autoroute | | | | 500'000 | | | 500'000 | 16'500 | 2030 | | |
| **Service des routes** \| Transformation des arrêts de bus | | | | 200'000 | | | 200'000 | 6'500 | 2030 | | |
| **Service des routes** \| Zone artisanale du Verney - Réfection du revêtement bitumineux | | | | 350'000 | | | 350'000 | 11'500 | 2030 | | |
| **Domaines & Bâtiments** \| Chesau, Grand chalet - Rénovation et récupération des eaux de pluie | | | | | 100'000 | | 100'000 | 3'500 | 2031 | | |
| **Service des eaux** \| Vergnolet - Remplacement conduite d'eau (avec la route) | | | | | 150'000 | | 150'000 | 2'500 | 2031 | | |
| **Service des routes** \| Remise en état de la Rte du Vergnolet et Rte du Village, yc arrêt de bus | | 75'000 | | | 1'500'000 | | 1'575'000 | 52'500 | 2031 | | |
| **Service des eaux** \| Mont-Chervet - Réfection du réservoir | | | | | | 250'000 | 250'000 | 4'000 | 2032 | | |
| **Service des routes** \| Remise en état du Ch. de la Daucrettaz | | | | | | 500'000 | 500'000 | 16'500 | 2032 | | |
| **Totaux par année** | **2'300'000** | **9'920'000** | **3'350'000** | **3'450'000** | **2'100'000** | **1'100'000** | **22'220'000** | | | | |